




VILLE DE MARSEILLE
DIRECTION DE L'URBANISME

18 NOV. 2020
DIR DIR ADJT
SRP SMO
SE SMPH

ARRÊTÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE

si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier, adressez-vous :

SERVICE DES AUTORISATIONS D'URBANISME - 40 RUE FAUCHIER - 13233 MARSEILLE CEDEX 20

Dossier : PC 013055 20 00237PO		Demandeur :  1 1 0 0 0 2 4 6 7 8 7 8	
Déposé le : 14/05/2020		VILLE DE MARSEILLE DGAVE représenté(e) par	
Nature des travaux : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA BUVETTE EN SANITAIRES		Monsieur COUTON FREDERIC	
Adresse des travaux : PLACE RAPHEL		RUE PAUL BRUTUS	
13016 MARSEILLE		LOT ALLAR -	
Date : 16 NOV. 2020		13233 MARSEILLE CEDEX 20	
D.G. D.G.A. COM. C.M. D'autres D. ministères		FRANCE	
D.R.P. DEG PL DEXT DIB Sud		Demandeur(s) co-titulaire(s) : ----	
ZONES DU REGLEMENT			
- Secteur(s) : UEb2 a UEb2 / B3			
- Zone d'aménagement concerté : la parcelle est située dans la zone d'aménagement concerté SAUMATY-SEON			
Destination - surface de plancher créée : Service public ou d'intérêt collectif - 367 m²			

Nous, Maire de la Ville de Marseille

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence en vigueur,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE sus-visée affichée en Mairie le 18/05/2020,

Vu les pièces complémentaires en date du 25/06/2020,

Vu l'avis favorable du Maire d'Arrondissement,

Fe → S70
Anne Buxosa
18/11/2020

ARRÊTONS

Art 1. Le PERMIS DE CONSTRUIRE est **accordé** pour les travaux décrits dans la demande présentée, avec les prescriptions suivantes :

L'alimentation en eau potable sera réalisée conformément à la réglementation en vigueur, et selon les prescriptions formulées par la Société des Eaux de Marseille dans son avis ci-joint.

Le raccordement au réseau public d'assainissement sera réalisé conformément à la réglementation en vigueur, et selon les prescriptions formulées par la SERAMM.

La rétention des eaux pluviales sera prévue sur la parcelle conformément aux prescriptions de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (voir copie ci-jointe).

Le raccordement au réseau public de distribution d'électricité sera réalisé conformément à la réglementation en vigueur, et selon les prescriptions formulées par ENEDIS dans son avis ci-joint.

Les dispositions techniques destinées à rendre accessibles, les locaux aux personnes handicapées, devront être mises en place conformément à la réglementation en vigueur, pour les établissements recevant du public, et selon les prescriptions formulées par la Commission Communale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées dans son avis P.V n°2020/281 en date du 15/06/2020 (voir copie ci-jointe).

Les dispositifs de sécurité et les moyens de défense contre l'incendie devront être mis en place conformément à la réglementation en vigueur dans les établissements recevant du public et selon les prescriptions formulées par la Commission Communale de Sécurité dans son avis n°RN 5409 en date du 27/08/2020 (voir copie ci-jointe).

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention préalable de l'autorisation de voirie exigée pour tous travaux à exécuter en bordure du Domaine Public ou pour l'occupation de celui-ci. Cette autorisation de voirie devra être sollicitée auprès du Service Municipal des Emplacements (33A, Rue Montgrand - 13006 - MARSEILLE) préalablement à tout commencement de travaux.

Droits des tiers : La présente autorisation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé...).

Validité : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Affichage, délais et voies de recours : Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le panneau d'affichage sur le terrain doit porter toutes les mentions prévues par le code de l'urbanisme y compris celles relatives à l'architecte et à l'affichage en mairie (nouvel article A 424-16 du code de l'urbanisme).

En outre, dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois. La date exacte de l'affichage en mairie de la décision, peut-être obtenue : par téléphone au 04.91.55.32.96 ou 04.91.55.30.29 choix N°2 ou par mail à urbanisme@marseille.fr

Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis ou de la non opposition à déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours. En cas de recours contre le permis ou la non opposition à déclaration préalable, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Dommages ouvrages : Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommages-ouvrages. A défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Certifié transmis ce jour au Préfet, le 05.NOV.2020.....

Le présent arrêté est exécutoire à dater de sa transmission et de sa notification.

Le Responsable du Service

Adjoint au responsable
du service Autorisations de construire

Florence HENRY

Lionel FORMENTELLI
Architecte DPLG



Fait à Marseille, le 05.NOV.2020....

Pour la Maire, l'adjointe déléguée à l'urbanisme et
au développement harmonieux de la ville
Délégation N° 2020_1337_VDM du 20 juillet 2020

Mairie CHABOCHE

PERMIS ET DECLARATIONS PREALABLES

Obligations des constructeurs et aménageurs en matière d'affichage

En application des articles R 424-15 et A 424-16 à A 424-19 du Code de l'Urbanisme, obligation est faite au bénéficiaire d'un permis de construire, d'aménager ou de démolir ou d'une déclaration préalable, d'en assurer l'affichage sur le terrain.

Cet affichage doit être effectué :

- Dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis.
- Sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres, de telle sorte que les renseignements qu'il contient, demeurent visibles de la voie publique

Il indiquera les renseignements suivants :

- ✓ Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire
- ✓ Le nom de l'architecte auteur du projet architectural
- ✓ La date et le numéro du permis ou de la déclaration préalable
- ✓ La date d'affichage en mairie
- ✓ La nature du projet * et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté :

DIRECTION DE L'URBANISME

Service des Autorisations de Construire

40, rue Fauchier - 13002 Marseille

*

- - Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel.
- - Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus
- - Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs
- - Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir

Le panneau d'affichage devra comporter la mention suivante :

Droits de recours :

« Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du Code de l'Urbanisme) »

« Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs, à compter du dépôt ou recours (art. R. 600-1 du Code de l'Urbanisme) »

Sous les lignes et à proximité des réseaux électriques,

PRUDENCE - RESTEZ A DISTANCE

Pour la sécurité des intervenants, les opérateurs⁽¹⁾ de réseaux majeurs s'associent pour améliorer la sécurité lors de travaux à proximité des ouvrages.

De nombreux réseaux (électricité, gaz, produits chimiques, hydrocarbures, fibre optique...) sont souterrains et d'autres aériens comme les lignes électriques.

Les professionnels ou particuliers qui souhaitent effectuer des travaux sont susceptibles d'entreprendre ces travaux à proximité de ces réseaux.

Des dommages ou perturbations à ces infrastructures peuvent entraîner des conséquences importantes pour les personnes, les biens et l'environnement.

La procédure réglementaire en vigueur (décret 91/114 du 14 octobre 1991) impose aux conducteurs d'œuvre ainsi qu'aux entreprises de travaux et prestataires de :

- Se renseigner en amont pour obtenir la liste des exploitants de réseaux;
- Adresser à ces exploitants une demande de renseignements (DR) avant tout projet de travaux;
- Laur adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) avant de commencer les travaux, en respectant les délais prévus par la loi;
- Appliquer les prescriptions fournies par les exploitants de réseaux en réponses aux déclarations reçues.

Où trouver les informations et documents

<http://www.protys.fr/>

<http://www.erdfdistribution.fr/> [sécurité à proximité des lignes - DICT]

<http://www.sousleslignes-prudence.com/>

A défaut, le document Ceria N°90-0189 est disponible sur le site www.protys.fr

Point d'entrée à ERDF pour l'envoi des DR et DICT

ERDF - site d'ARENCO

Groupe Exploitation Réseau

76, boulevard de la Gaye

CS80016

13456 Marseille Cedex 9

Fax : 04 91 28 78 58

MAIRIE 8ÈME SECTEUR (15E ET 16E ARRD)

AVIS

DOSSIER DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DOSSIER N° PC 013055 20 00237P0

Nature des travaux : Construction d'une nouvelle annexe sportive, création de 2 nouveaux terrains de football et transformation de la buvette en sanitaires

Transmis le : 05/06/2020

par : LORTHIOIR Thierry

Tel : 04 91 55 30 16

AVIS

FAVORABLE

~~DEFAVORABLE~~

(rayer la mention inutile)

est donné au projet de : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA BUVETTE EN SANITAIRES

OBSERVATIONS :

Votre avis sera adressé à VILLE DE MARSEILLE - DIRECTION DE L'URBANISME - 40 Rue Fauchier - 13233 MARSEILLE CEDEX 20

Marseille le 15.06.2020

Signature :

M. Jean-Paul CUTAYAR
Directeur Général des Services
Maire des 15 et 16e Arrts de Marseille

DOSSIER DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Numéro : PC 013055 20 00237P0

Demandeur : Monsieur VILLE DE MARSEILLE DGAVE - 9 RUE PAUL BRUTUS - 13233 MARSEILLE VILLE DE MARSEILLE DGAVE

Adresse des travaux :

PLACE RAPHEL
13016 MARSEILLE

Nature des travaux : Construction d'une nouvelle annexe sportive, création de 2 nouveaux terrains de football et transformation de la buvette en sanitaires

PLU : - ZONES DU REGLEMENT

- Secteur(s) : UEb2 et UBp et UB3
- Zone d'aménagement concerté : la parcelle est située dans la zone d'aménagement concerté SAUMATY-SEON

Destination/Surface de plancher en m² : Service public ou d'intérêt collectif - 367 m²

P.J. : 1 DOSSIER (À RETOURNER, ACCOMPAGNÉ DU PRÉSENT DOCUMENT)

C20-16-02
Stade
Pub.

Dossier : **PC 013055 20 00237P0**

Déposé le : 14/05/2020

Demandeur :

VILLE DE MARSEILLE DGAVE

9 RUE PAUL BRUTUS

13233 MARSEILLE

Adresse des travaux :

PLACE RAPHEL

13016 MARSEILLE

Nature des travaux : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE
ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX
TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA
BUVETTE EN SANITAIRES



Destinataire :

SERAMM

CAPITAINE GEZE BP 10256
13308 MARSEILLE CEDEX 14

Participation pour l'Assainissement Collectif (P.A.C) :

La présente autorisation sera soumise à la PAC, perçue pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence. A titre indicatif le tarif de base au 01/01/2020 est de 1 611.15 Euros pour 100 m² de surface de plancher, révisable à la date du branchement effectif. Le pétitionnaire devra s'acquitter de la PAC conformément aux dispositions et au mode d'évaluation définis par les délibérations du conseil communautaire en vigueur (du 29 juin 2012 et du 18 juillet 2014).

Avis SERAMM : FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS.

Le raccordement au réseau d'assainissement est obligatoire et sera réalisé sur les installations sanitaires existantes situées sur la parcelle.

Le projet d'assainissement sera exécuté suivant les prescriptions réglementaires applicables en système séparatif. Les chutes EU/EV seront séparées et ventilées en toiture.

Nous vous précisons qu'il existe une canalisation pluviale publique de diamètre 500 et deux canalisations sanitaires publiques de diamètre 200 en servitude sur cette parcelle.

Une servitude d'une largeur de 3 mètres, incompressible, doit être respectée pour les canalisations inférieures à 400 mm et de 4 m, incompressible, pour les canalisations de diamètre compris entre 400 mm et 800 mm, sur toute la longueur de l'ouvrage. La surface au sol de la servitude de 4 m pourra être désaxée par rapport à l'ouvrage en respectant une distance minimale de 1. M entre l'axe de l'ouvrage et le bord de la servitude. Le terrain naturel ne devra pas subir de modification altimétrique.

Aucune construction (bâtiment, clôture, portail...) impliquant la réalisation de fondations ne devra être élevée dans l'emprise de cette servitude (conformément au Guide des Prescriptions Générales Réseaux Humides et Bassins de Rétention de la MAMP datant de décembre 2016).

La Métropole Aix-Marseille Provence et ses délégataires déclineront toute responsabilité dans l'hypothèse où la nécessité d'une intervention les conduirait à endommager les aménagements de surface qui auraient été réalisés dans l'emprise de cette servitude.

Pour tout renseignement concernant le réseau d'assainissement public, le pétitionnaire pourra s'adresser à l'agence ISIE du SERAMM (cartographie@seram-metropole.fr).

Fait à Marseille, le 09/07/2020.

Affaire suivie par :

TOUSSAINT Jean-Baptiste



► N°Cristal 09 69 39 02 13

APPEL NON SURTAXE

SERAMM – Service d'Assainissement Marseille Métropole

Une société du groupe SUEZ

Parc des Ayalades – 35 boulevard du Capitaine Gèze – BP 10256 – 13308 Marseille cedex 14

Fax : 04 91 33 66 77 – www.seram-metropole.fr

SA au capital de 1.000.000 euros – RC Marseille B 318 520 483 – SIRET 318 520 483 00054 – APE 3700Z





DEMANDE D'AVIS

sur dossier de PERMIS DE CONSTRUIRE

Dossier : PC 013055 20 00237P0 Déposé le : 14/05/2020 Demandeur : VILLE DE MARSEILLE DGAVE 9 RUE PAUL BRUTUS 13233 MARSEILLE Adresse des travaux : PLACE RAPHEL 13016 MARSEILLE Nature des travaux : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA BUVETTE EN SANITAIRES	 1 2 0 0 0 1 9 8 3 9 3 4 Destinataire : DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT BOULEVARD JOSEPH VERNET 13008 MARSEILLE
- ZONES DU REGLEMENT - Secteur(s) : UEb2 et UBp et UB3 - Zone d'aménagement concerté : la parcelle est située dans la zone d'aménagement concerté SAUMATY-SEON Destination/Surface de plancher en m² : Service public ou d'intérêt collectif - 367 m²	
Transmis le : 09/06/2020	Affaire suivie par : LORTHIOIR Thierry - 04 91 55 30 16
DIRECTION DE L'URBANISME - 40 RUE FAUCHIER - 13233 MARSEILLE CEDEX 20	

Le terrain du projet est intéressé par le(s) risque(s) suivant(s) :

- **SERVITUDES D'UTILITES PUBLIQUES APPLICABLES**
 - **RISQUES**
 - Servitude PPR argile B3 : Le terrain se situe en Zone B3 du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (mouvement de terrain - retrait gonflement des argiles) approuvé en date du 27 juin 2012
- **AUTRES SERVITUDES**
 - **RISQUES**
 - La parcelle est concernée par des prescriptions relatives à la zone pluviale 1 dans laquelle des dispositions sont à appliquer pour toute nouvelle imperméabilisation
 - Le terrain est concerné par une zone de prescriptions liées aux mouvements de terrain (art. 6.2 des Dispositions Générales du règlement du PLUi)



TERRITOIRE
MARSEILLE
PROVENCE

AVIS DE LA METROPOLE AU TITRE DU PLUVIAL

FAVORABLE : ☒

DEFAVORABLE : ☐

FAVORABLE AVEC RESERVE : ☐

A PRESENTER A LA DPGR (CRU) : ☐

MOTIVATION DE L'AVIS ET OBSERVATIONS :

Affaire suivie par Maxime FEBREY

Validée par Jean Yves GUIVARCH, Directeur de l'Eau l'Assainissement et Pluvial

Copie : SSEC, SERAMM

La présente demande de permis de construire a pour objet la construction d'une annexe sportive, de deux terrains de football et la transformation de la buvette en sanitaires.

La parcelle est référencée secteurs UEb2, UBp & UB3 au PLUi du Territoire Marseille-Provence.

La parcelle n'est pas impactée par un risque identifié d'inondation.

Le projet prévoit la gestion des eaux pluviales par un ouvrage de rétention d'un volume utile de 109 m³, avec un débit de fuite maximal de 10 l/s dans le réseau pluvial existant. L'ouvrage de rétention doit récupérer l'ensemble des eaux de pluie tombant sur la construction, balcons et terrasses compris, ainsi que sur les voiries du projet.

Le projet est dans la zone B3 du PPR mouvement de terrain-retrait gonflement des argiles. Dans ce zonage, une étude géotechnique précise les conditions de réalisation d'un ouvrage de traitement des eaux de pluie. La qualité du sous-sol (polluants présents) et la faible perméabilité de la parcelle empêchent la mise en place d'un ouvrage d'infiltration des eaux pluviales.

Les plans d'exécution des réseaux, des ouvrages pluviaux et/ou des dispositifs de protection contre les inondations, ainsi que le type ou modèle d'ouvrage prévu, devront être validés par la DEAP avant le commencement des travaux.

Les rejets d'exhaures en caniveau, dans le réseau d'assainissement collectif séparatif ou unitaire ou dans le réseau pluvial sont interdits. Ces eaux doivent être infiltrées directement sur la parcelle.

La gestion des eaux de pluie, canalisation et régulation, doit être assurée même en phase travaux.

Pour obtenir la conformité de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales, la Division Urbanisme Pluvial Assainissement Non Collectif (DUPANC) de la Direction Eau Assainissement Pluvial (DEAP) devra être informée par courrier ou messagerie électronique, à minima 15 jours ouvrés avant la fin de l'intervention. Les demandes seront à adresser à : DUPANC, 27, boulevard Joseph Vernet, 13008 MARSEILLE – courriel : pluvial.urba@ampmetropole.fr.

Les travaux de raccordement des ouvrages pluviaux seront réalisés par une entreprise mandatée par le pétitionnaire. Ils devront être exécutés dans le respect des dispositions du Guide des Prescriptions Générales des Réseaux Humides et Bassins de Rétention du Territoire Marseille Provence (communicable sur demande par courriel), et des dispositions du Règlement Métropolitain de Voirie.

Les branchements pluviaux restent des ouvrages privés jusqu'au réseau public. Leur entretien et leur exploitation incombent au propriétaire.

Le pétitionnaire est tenu d'assurer l'étanchéité et la stabilité de ses constructions vis-à-vis des précipitations, des écoulements d'eau de surface, des niveaux d'eau et des écoulements d'eau souterrains (les nappes phréatiques et leurs écoulements, y compris pour un niveau de remplissage exceptionnel, les réserves utiles des sols, et l'infiltration des eaux provenant de la surface).

L'Agence Métier Travaux du Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) devra être informée par courrier, à minima 15 jours ouvrés avant le début de l'intervention. Les demandes relatives aux branchements pluviaux doivent être formulées à l'adresse suivante : SERAMM, Agence Métier Travaux, Parc des Aygalades, 35 boulevard Capitaine Gèze, 13014 MARSEILLE, chantiers@seram-metropole.fr.

Il appartiendra également au pétitionnaire de demander les différentes autorisations nécessaires pour ses travaux de branchement pluvial (arrêté de voirie et arrêté de circulation notamment).

DATE : 11/06/2020

Jean-Marc MERTZ

ENEDIS- Accueil Urbanisme

Direction de l'Aménagement durable et de l'Urbanisme
40 Rue Fauchier
13002 MARSEILLE

Courriel : pads-urbanisme@enedis.fr
Interlocuteur : Julie Di Palma

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

Aix en Provence, le 11/06/2020

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC0132162000237 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : PLACE RAPHEL
13016 MARSEILLE 16EME ARRONDISSEMENT
Référence cadastrale : Section O , Parcelle n° 129-267-268-274
Nom du demandeur : COUTON FREDERIC

Pour la puissance de raccordement demandée de 36 kVA triphasé et sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, nous vous informons qu'une contribution financière¹ est due par la CCU à Enedis, hors exception. Le montant de cette contribution, transmis en annexe, est réalisé selon le barème en vigueur.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme et est susceptible d'être revue :

- ☐ en fonction des actualisations des prix des raccordements,
- ☐ en cas de non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires.
- ☐ si le bénéficiaire demande une puissance de raccordement différente de celle retenue par Enedis pour instruire la présente autorisation d'urbanisme, et si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme.
- ☐ des éventuels surcoûts de travaux non standards, notamment les prescriptions du gestionnaire de voirie, qui seront ajoutés au devis lors de l'offre de raccordement finale

Cette réponse ne préjuge pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

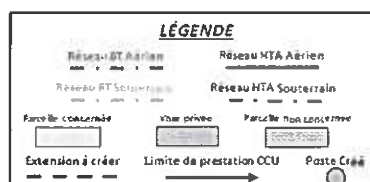
Christophe TUMINO
Encadrant Service Urbanisme CU/AU
DRJ - Agence Raccordement Marché d'Affaires
405, Rue André Ampère
13290 AIX EN PROVENCE

PJ: Plan de réseau public de distribution d'électricité indiquant les travaux d'extension nécessaires

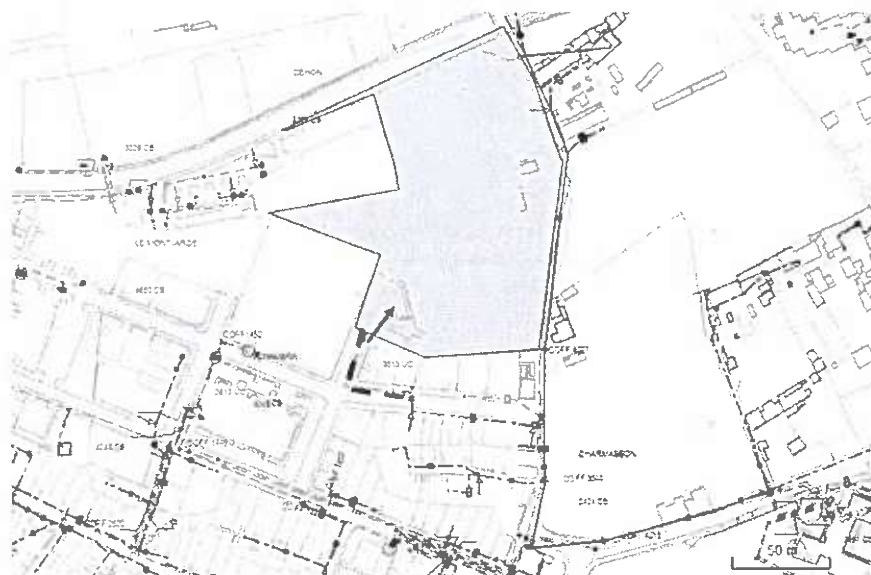
¹ Cette contribution financière est prévue à l'article L342-11 du code de l'énergie



Pour information : Nous tenons également à vous préciser que cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation de l'autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire devra demander une étude à Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.



L'avis ENEDIS pour le PC0132162000237 pour la puissance de raccordement demandée de 36 kVA nécessite un allongement BT de 70mètres sur le domaine public à partir du réseau BT issu du poste CHARMASSON,



VALIDITE DE NOTRE AVIS SOUS RESERVE QUE LA SOLUTION PROPOSEE SOIT ADMINISTRATIVEMENT ET TECHNIQUEMENT REALISABLE

Annexe : Contribution due par la CCU
(Ceci n'est pas un devis)

Libellé	Quantité	Prix unitaire	Montant HT	Part./Refact.
Coût fixe de l'extension	1	2 521.00 €	1 512.60 €	40 %
Coût variable de l'extension	70	105.00 €	4 410.00 €	40 %
Montant total HT			5 922.60 €	

Pour votre information, en application de l'arrêté² du 17 juillet 2008, ce chiffrage intègre le fait qu'Enedis prend à sa charge 40 % du montant des travaux de l'opération de raccordement de référence définie dans l'arrêté³ du 28 août 2007.

Nous vous précisons que le délai des travaux sera de 4 à 6 mois après l'ordre de service de la CCU et l'accord d'urbanisme au sujet des devis respectifs.

A titre d'information, la longueur totale du raccordement⁴, en incluant les ouvrages de branchement individuel, est de 70 mètres.

La longueur de l'extension, en ce qui concerne le réseau nouvellement créé, est de :

- ☐ 70 mètres en dehors du terrain d'assiette de l'opération,
- ☐ 0 mètres sur le terrain d'assiette de l'opération.

² Arrêté du 17 juillet 2008 publié au Journal Officiel le 20 novembre 2008 fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

NB : Désormais les articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 sont codifiés aux articles L342-6 et L342-11 du code de l'énergie.

³ Arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

⁴ Total de la longueur du branchement et de la longueur de l'extension au sens de l'arrêté n° 2007-1280 du 28 août 2007 relatif à la consistance des ouvrages de branchement et d'extension des raccordements aux réseaux publics de l'électricité, l'extension étant limitée au réseau nouvellement créé.





VILLE DE MARSEILLE

COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

Etablissements Recevant du Public

PROCES-VERBAL Séance du Lundi 15 Juin 2020

MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVES :

Présents :

- | | |
|---------------|---|
| - M. PADOVANI | Adjoint au Maire de Marseille,
Président de la Commission par délégation |
| - M. POILLOT | Direction Départementale des Territoires et de la Mer |
| - Mme PASTE | Association Rétina France |

Excusée :

- | | |
|-----------------|---|
| - Mme VAN HUYEN | Association des Paralysés de France – France Handicap |
| Représentée par | Mme PASTE Association Rétina France |

D.P.H. – PV C.C.A. N° : 2020/281

n° S.A.U : PC 013055 20 00237P0

Transmis à la C.C.A. Le : 08/06/2020

Demandeur : Ville de Marseille – DGA/AVE

Adresse des Travaux : Place Raphel - 13016

Nature des Travaux : Réfection du stade de Saint Henri

Catégorie de l'Etablissement : 3 Type : PA

Instructeur : Mme AUTRAN

AVIS DE LA COMMISSION

En application du Code de la Construction et de l'Habitation, du Code de l'Urbanisme, du Décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 modifié par les Décrets n°97-645 du 31 Mai 1997, n° 2004-160 du 17 Février 2004, n° 2006-1089 du 30 Août 2006 et n° 2007-1177 du 3 Août 2007, de l'Arrêté Préfectoral n° 2015253-016 en date du 9 Septembre 2015 et de la Délibération du Conseil Municipal n° 18/0005/DDCV en date du 12 Février 2018, la Commission a examiné le dossier visé ci-dessus, inscrit à l'ordre du jour, et a émis l'avis suivant :

AVIS FAVORABLE

Les prescriptions suivantes doivent impérativement être appliquées.

- 1 -

Les plans et la notice joints au dossier doivent être respectés.

Hôtel de Ville – 13233 Marseille Cedex 01 – Tél. : 04 91 55 11 11



- 2 -

Les dispositions de l'article 2 - II - 3 de l'Arrêté du 20 Avril 2017 doivent être respectées.

Les parois vitrées, portes et parties fixes ainsi que les poteaux dans la salle de convivialité sont repérables par des personnes de toutes tailles à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat et visibles de part et d'autre de la paroi.

- 3 -

Les dispositions de l'article 3 de l'Arrêté du 20 Avril 2017 doivent être respectées.

La place de stationnement adaptée à l'attention des personnes handicapées située côté Gilbert Charmasson correspond à un espace horizontal au dévers inférieur ou égal à 2 %.

Le stationnement adapté est repéré par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.

Cet emplacement se raccorde sans ressaut de plus de 2 cm au cheminement d'accès à l'entrée du bâtiment.

- 4 -

Les dispositions de l'article 2 - II - 3 de l'Arrêté du 20 Avril 2017 doivent être respectées.

Les marches de la deuxième volée des escaliers côté Rue Raphel ont une hauteur maximale de 16 cm.

Côté vestiaire, les marches ont une hauteur maximale de 16 cm. Sur le palier intermédiaire, un revêtement de sol permet l'éveil de la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile. Cette distance peut être réduite à un giron de la première marche de l'escalier lorsque les dimensions de celui-ci ne permettent pas une installation efficace du dispositif à 0,50m.

- 5 -

Les dispositions de l'article 12 de l'Arrêté du 8 Décembre 2014, modifiées par l'Arrêté du 28 Avril 2017, doivent être respectées.

Pour être utilisables par des personnes à mobilité réduite, les auges comportent un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur pour le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, et sont situées à une hauteur maximale de 0,80 m par rapport au sol.

Dans les sanitaires adaptés, la commande de la robinetterie du lave-mains est située à plus de 40 cm d'un angle rentrant.

- 6 -

Les dispositions de l'article 18 de l'Arrêté du 8 Décembre 2014, modifiées par l'Arrêté du 28 Avril 2017, doivent être respectées.

Les douches adaptées comportent :

- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position «debout»,
- en dehors du débattement de porte, un espace d'usage rectangulaire de 0,80 m x 1,30 m accessible à une personne en fauteuil roulant, situé latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir,

Les commandes de la douche peuvent être atteintes par une personne handicapée et être faciles à manœuvrer par une personne ayant des difficultés de préhension. Elles sont donc positionnées perpendiculairement à l'assise de douche et non pas dans le dos de l'utilisateur et sont situées à une hauteur maximale de 1,30 m par rapport au sol.



Dans les vestiaires, les patères situées à proximité des espaces d'usage pour les usagers en fauteuil roulant sont positionnées à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m.

Dans les gradins, il convient d'intercaler des sièges pour personnes valides et des emplacements pour les usagers en fauteuil roulant.

Conformément aux dispositions de l'article R.111.19.27 du Code de la Construction et de l'Habitation, à l'issue des travaux, le maître d'ouvrage fait établir une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables. Le maître d'ouvrage adresse cette attestation au service instructeur de la Division des Personnes Handicapées – Immeuble Communica – 2 Place François Mireur – 13233 Marseille Cedex 20 dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

**Pour le Président,
l'Adjoint au Maire Délégué
Hygiène et Santé
Personnes Handicapées
Alzheimer – Sida – Toxicomanie**

Patrick PADOVANI



DEMANDE D'AVIS

sur dossier de PERMIS DE CONSTRUIRE

Dossier : **PC 013055 20 00237P0**

Déposé le : 14/05/2020

Demandeur :

VILLE DE MARSEILLE DGAVE

9 RUE PAUL BRUTUS

13233 MARSEILLE

Adresse des travaux :

PLACE RAPHEL

13016 MARSEILLE

Nature des travaux : **CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA BUVETTE EN SANITAIRES**



1 2 0 0 0 1 9 8 3 5 4 0

Destinataire :

SERVICE PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ZAR

40 AVENUE ROGER SALENGRO

13003 MARSEILLE

- ZONES DU REGLEMENT

- Secteur(s) : UEb2 et UBp et UB3

- Zone d'aménagement concerté : la parcelle est située dans la zone d'aménagement concerté SAUMATY-SEON

Destination/Surface de plancher en m² : Service public ou d'intérêt collectif - 367 m²

Transmis le : 05/06/2020

Affaire suivie par : LORTHIOIR Thierry - [telephone_instructeur]

RN 5409

DIRECTION DE L'URBANISME - 40 RUE FAUCHIER - 13233 MARSEILLE CEDEX 20

Objet : Demande d'avis sur DOSSIER N° : **PC 013055 20 00237P0**

P.J. : 1 dossier (**À RETOURNER, ACCOMPAGNÉ DU PRÉSENT DOCUMENT** dans un délai de 4 mois)

Date limite de **réponse** : 4 mois à dater de la réception de ce courrier.

Veuillez nous faire parvenir vos observations sur ce projet dans le délai visé ci-dessus.

Avis de : SERVICE PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ZAR	
2006540902M FAVORABLE DÉFAVORABLE (rayer la mention inutile)	OBSERVATIONS ÉVENTUELLES : Voir PS SEU du 27/08/2020
est donné au projet de : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA BUVETTE EN SANITAIRES	
Date : 27/08/2020 Pour la Maire, l'Adjoint Délégué Arnaud DROUOT	

OBSERVATIONS :

Le terrain du projet est intéressé par le(s) risque(s) suivant(s) :

- SERVITUDES D'UTILITES PUBLIQUES APPLICABLES
- RISQUES

- Servitude PPR argile B3 : Le terrain se situe en Zone B3 du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (mouvement de terrain - retrait gonflement des argiles) approuvé en date du 27 juin 2012

- AUTRES SERVITUDES
- RISQUES

MUT T3

DGVDE /DEEU/SEU
Division Prévention Risques Naturels

AVIS SUR PERMIS DE CONSTRUIRE EN ZONE A RISQUE GEOTECHNIQUE

N° de Permis	13055 20 00237 PC
Nom	VDM DGAVE
Adresse	Place Raphel 13016 Marseille
Projet	Terrain de foot + annexes
Bureau d'étude	
N° d'étude	
Date	

Etude géotechnique	
--------------------	--

Type d'étude	
--------------	--

Attestation géotechnique	
--------------------------	--

Etude géotechnique cohérente avec attestation	
---	--

Avis du bureau géotechnique	
-----------------------------	--

Etudes complémentaires prescrites par le géotechnicien

Observations

Information compte-tenu de la nature du projet

Les prescriptions émises par le bureau d'étude géotechnique devront être prises en considération par le pétitionnaire et scrupuleusement réalisées.

Le Chef de Division

Claude DURA



VILLE DE MARSEILLE
DIRECTION DE L'URBANISME
SERVICE DES AUTORISATIONS D'URBANISME

40 Rue Fauchier 13233 MARSEILLE

Dossier : PC 013055 20 00237P0 Déposé le : 14/05/2020 Demandeur : Monsieur VILLE DE MARSEILLE DGAVE 9 RUE PAUL BRUTUS 13233 MARSEILLE VILLE DE MARSEILLE DGAVE Adresse des travaux : PLACE RAPHEL 13016 MARSEILLE Nature des travaux : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ANNEXE SPORTIVE, CRÉATION DE 2 NOUVEAUX TERRAINS DE FOOTBALL ET TRANSFORMATION DE LA BUVETTE EN SANITAIRES	 1 2 0 0 0 1 9 8 3 5 1 3 Destinataire : SERVICE PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ERP 40 AVENUE ROGER SALENGRO 13003 MARSEILLE
ZONES DU REGLEMENT <ul style="list-style-type: none">- Secteur(s) : UEb2 et UBp et UB3- Zone d'aménagement concerté : la parcelle est située dans la zone d'aménagement concerté SAUMATY-SEON	
Destination/Surface de plancher en m² : Service public ou d'intérêt collectif - 367 m²	
Transmis le : 05/06/2020	Affaire suivie par : LORTHIOIR Thierry - (telephone_instructeur)

Objet : Demande d'avis sur DOSSIER N° : PC 013055 20 00237P0

Après étude, ce dossier ne sera pas soumis à l'avis de la Commission Communale de Sécurité s'agissant d'un établissement de 5ème catégorie sans locaux à sommeil.

Toutefois, je vous demande de prendre en compte l'(es) observation(s) suivante(s) mentionnée(s) en annexe jointe:

Bernard AUDAN
Responsable du Service ERP



La demande a été reçue dans notre service en date du 8 JUN 2020

L'établissement recevant du public est classé en 5^e catégorie.

La présente demande est (ayer la mention inutile) :

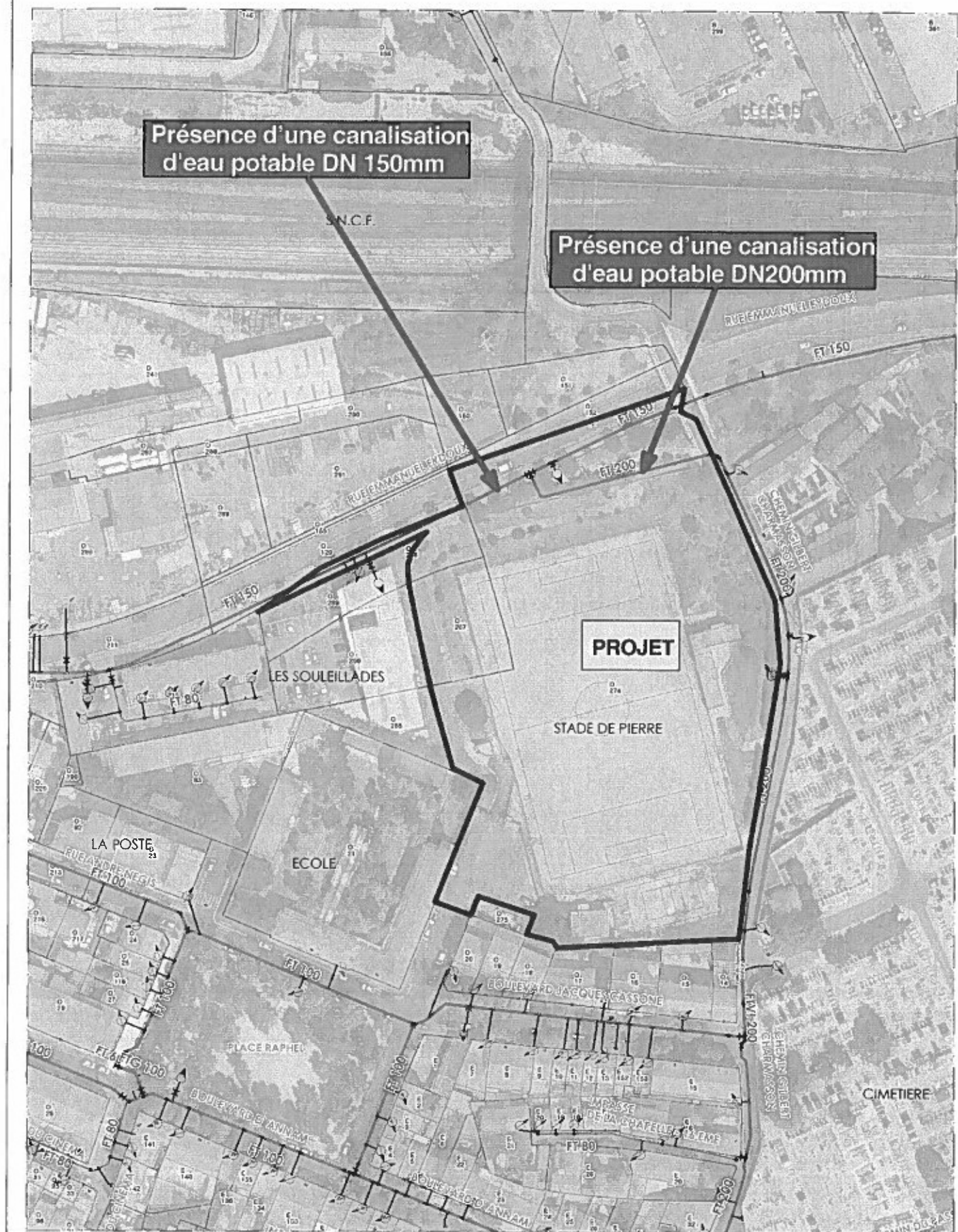
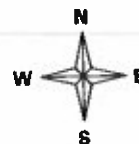
- * Complète
- * Incomplète pour les motifs suivants :

ANNEXE

PRESCRIPTIONS PC N° 013055 20 00237P0 :

- 1) Réaliser les aménagements conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (articles R 123-1 à R 123-22; Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008).
- 2) Faire réceptionner les installations et les équipement techniques (chauffage, éclairage, installations électriques, moyens de secours) par un technicien compétent (PE4).
- 3) Tenir à disposition de la commission communale de sécurité les justificatifs relatifs au classement au feu et à la réaction au feu des matériaux et éléments de construction utilisés (GN 12).
- 4) Faire procéder périodiquement en cours de l'exploitation aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques (chauffage, éclairage, installations électriques, extincteurs, etc...) (PE4).
- 5) Élaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicaps (GN8).

**La position des conduites
et de leurs ouvrages annexes
est schématique et non représentative
de la réalité sur place.**



Centre services clients « La Passerelle »

N° CRISTAL 0 969 39 40 50

Ouvert du lundi au vendredi de 8 H. à 19H
Et le samedi matin de 9H à 12H.

Instructeur : COMPANY
Email : permisdeconstruire@eauxdemarseille.fr

Patrimoine Etudes & Travaux

Tous les services auxquels vous avez droit sont sur :
www.eauxdemarseille.fr

MARSEILLE

Attestation de permis de construire
EAU POTABLE

Dossier N° : PC 013055 20 00237 PO

Défense incendie

Dans le cadre de l'implantation de ces nouvelles constructions, les travaux d'extension et/ou de renforcement du réseau d'eau potable public qui pourraient s'avérer indispensables du fait d'exigences spécifiques en matière de défense incendie, sont à la charge du pétitionnaire.

Avis du service

ATTENTION PRESENCE DE CANALISATIONS POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE MARSEILLE.

Nous vous demandons de prendre toutes les précautions nécessaires afin de pérenniser les ouvrages DN 200 mm et DN 150 mm qui se trouve au nord du domaine foncier, à proximité de la clôture du projet.

BRT EXISTANT

Alimentation en Eau Potable

☒ FAVORABLE

☐ DEFAVORABLE

DATE : 28/08/2020

SIGNATURE : S/C DAUPHIN



**INFORMATIONS IMPORTANTES ET PRATIQUES A CONNAITRE
SUR LES RESEAUX GERES PAR LES SOCIETES DU
GROUPE DES EAUX DE MARSEILLE
POUR PREPARATION, INSTALLATION ET REALISATION DE CHANTIER**

POUR TOUTE CANALISATION \geq à 300mm CONTACTER IMPERATIVEMENT NOS SERVICES
AU NUMERO FIGURANT SUR LA REPONSE

1/ Informations notées sur les plans

Les informations notées sur les plans concernent les canalisations publiques de distribution d'eau potable, les canaux à ciel ouvert et les rigoles d'arrosage gérés par les Sociétés du Groupe des Eaux de Marseille ainsi que les collecteurs publics d'eaux usées. Ces informations n'indiquent que l'existence et la dimension des ouvrages.

La position des conduites et de leurs ouvrages annexes est schématique et non représentative de la réalité sur place (se reporter à la classe de précision cartographique précisée sur les plans, au sens de l'Arrêté du 15/02/2012).

Les branchements entre les conduites et les habitations ne sont pas mentionnés sur les plans.

Cependant, sur le terrain, ils sont en général repérables grâce aux appareils de surface (bouche à clé, plaque, regard, etc) et aux coffrets pour compteur.

Ils sont posés, dans la majeure partie des cas, perpendiculairement aux conduites.

La profondeur des canalisations n'est pas indiquée sur les plans. Elle n'est pas constante.

La présence d'un grillage avertisseur n'est pas systématique sur les conduites ou les branchements anciens.

2/ Préparation du chantier

En application de la réglementation en vigueur (Arrêté du 15 Février 2012 notamment), les travaux ne pourront être entrepris qu'après réception par l'Entreprise des réponses à ses DICT.

Tous les documents transmis en réponse aux DICT devront être en possession des équipes de l'Entreprise sur le chantier et pendant toute la durée de ce dernier.

Le non-respect de ces prescriptions engagerait l'entière responsabilité de l'entreprise en cas de dégâts aux ouvrages existants et impliquerait leur remise en état par nos soins et au frais exclusifs de l'entreprise.

L'installation d'engins de chantier (grue, baraquement, palissade, etc...) à proximité d'ouvrage devra être réalisée en accord avec nos Services qui devront donc être contactés en temps opportun pour toute coordination.

Sagissant d'un réseau non sensible au regard de la réglementation en vigueur, les investigations complémentaires sur les réseaux d'eau potable ou d'assainissement ne sont pas obligatoires mais sont vivement conseillées pour ne pas endommager ces réseaux lors des travaux.

Ces investigations complémentaires sont à la charge exclusive du Responsable de projet.

Toutes les précautions devront être prises pour ne pas endommager les ouvrages en service lors des investigations complémentaires intrusives (sondages physiques avec mise à nu du réseau).

Conformément à l'Arrêté du 15/02/2012, les résultats des investigations complémentaires (intrusives ou non intrusives) devront nous être transmis dans un délai de 9 jours grâce à l'envoi :

- ☐ d'un exemplaire papier à l'échelle du 1/200 pour les vues en plan et du 1/50 pour les coupes
- ☐ d'un fichier informatique structuré conformément au « Cahier des Charges pour l'intégration de RAE » accessible sur notre site FTP et à la norme AFNOR PR NF S70-003-3 Partie 3.

ftp://boite_sem_dt:hb3cXo@ftp.somei.fr/RAE

Login : boite_sem_dt

Mdp : hb3cXo

Pour le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées des baraques de chantier comme pour la pose d'un compteur de chantier, nous vous demandons de bien vouloir contacter, par téléphone, notre Centre Service Client « La Passerelle » au 09.69.39.40.50.

Pour les travaux à réaliser sur le domaine foncier du canal de Marseille ou à proximité de ce dernier, il convient d'informer préalablement le service chargé de son exploitation (téléphone : 04.91.57.63.07).

3/ Dispositions à prendre pendant les travaux

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour protéger les conduites, et leurs ouvrages annexes (des réseaux d'eau potable et des réseaux d'eaux usées) et pour ne pas compromettre, du fait de ses travaux, leur bonne tenue ultérieures et leur exploitation.

Les ouvrages, notamment les bouches à clé, les regards, les bouches et poteaux d'incendie doivent rester impérativement accessibles 24 h/24.

Lorsque des réseaux neufs seront posés (Gaz, Electricité, France Télécom ou autres) à proximité des conduites d'eau potable ou d'eaux usées (ou de leurs ouvrages annexes) les distances minimales ci-dessous devront être respectées :

- pose parallèle : 0.30m minimum entre ouvrages posés et conduite (projection en plan)
- croisement : 0.20m minimum entre ouvrages posés et conduite.

- Les poteaux, piliers, supports et appuis (pylônes EDF, poteau France Télécom, etc) seront implantés à 0.50 m minimum (projection en plan) de tout ouvrage.

Selon la position et l'état des réseaux en service, le Service de l'Eau pourra exiger des mesures de protection particulières pendant la phase de chantier.

Dans tous les cas, et sauf dérogation écrite de ce dernier, sont interdits, pendant la phase de chantier :

- ☐ tout mouvement de terre (remblai/déblai)
- ☐ toute surcharge y compris le passage de poids lourds de plus de 3.5 Tonnes
- ☐ l'utilisation d'explosifs, d'engins vibrants ou de brises roches

Et ce, dans le périmètre suivant :

- ☐ à moins de 2 mètres d'un ouvrage en service pour les branchements et conduites de diamètre inférieur ou égale à 800 mm
- ☐ à moins de 3 mètres d'un ouvrage en service pour les conduites de diamètre supérieur, les canaux à ciel ouvert ou les rigoles d'arrosage

Il est également **interdit** de réaliser des travaux dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapproché (PPR) et sur le domaine foncier du canal de Marseille sans accord écrit du Service de l'Eau.

Par ailleurs, aucune manœuvre ne devra être faite sur les équipements des réseaux.

4/ Ouvrages en propriété

- ☐ Diamètre inférieur 400 mm

Présence d'une conduite d'eau dans la propriété. Une servitude d'une largeur de 3 m, incompressible, doit être respectée sur toute la longueur de cet ouvrage. Le terrain naturel ne devra pas subir de modification d'altimétrie. Aucune construction impliquant la réalisation de fondations ne devra être élevée dans l'emprise de cette servitude.

Le service de l'Eau déclinera toute responsabilité dans l'hypothèse où la nécessité d'une intervention le conduirait à endommager les aménagements de surface qui auraient pu être réalisés dans l'emprise de la servitude.

- ☐ Diamètre allant de 400 mm à 800 mm inclus (« Feeder »)

Présence d'une conduite d'eau dans la propriété. Une servitude d'une largeur de 4 m, incompressible, doit être respectée sur toute la longueur de cet ouvrage. La surface au sol de la servitude pourra être désaxée par rapport à l'ouvrage en respectant une distance minimale de 1,5 m entre l'axe de l'ouvrage et le bord de la servitude. Le terrain naturel ne devra pas subir de modification altimétrique. Aucune construction impliquant réalisation de fondations ne devra être élevée dans l'emprise de cette servitude.

Le service de l'Eau déclinera toute responsabilité dans l'hypothèse où la nécessité d'une intervention le conduirait à endommager les aménagements de surface qui auraient pu être réalisés dans l'emprise de la servitude.

- ☐ Diamètre supérieur à 800 mm (« Feeder »)

Présence d'une conduite d'eau dans la propriété. Une servitude d'une largeur de 6m, incompressible, doit être respectée sur toute la longueur de cet ouvrage. La surface au sol de la servitude pourra être désaxée par rapport à l'ouvrage en respectant une distance minimale de 2 m entre l'axe de l'ouvrage et le bord de la servitude. Le terrain naturel ne devra pas subir de modification altimétrique. Aucune construction impliquant réalisation de fondations ne devra être élevée dans l'emprise de cette servitude.

Le service de l'Eau déclinera toute responsabilité dans l'hypothèse où la nécessité d'une intervention le conduirait à endommager les aménagements de surface qui auraient pu être réalisés dans l'emprise de la servitude.

5/ Accessibilité des ouvrages

Nous vous rappelons que les ouvrages publics du service de l'Eau de la Métropole Aix Marseille Provence doivent rester accessibles 24h sur 24 pour toute intervention ou réparation à réaliser en urgence et non planifiable.

6/ Validité des Réponses aux DT et aux DICT

Il est rappelé que conformément à la réglementation en vigueur, si les travaux annoncés dans les D.I.C.T. ne sont pas entrepris dans un délai de trois mois à compter de la date du récépissé, le déclarant doit déposer une nouvelle déclaration.

Il en est de même si les travaux durent plus de 6 mois.

7/ Dégâts aux ouvrages

En cas de dégâts aux ouvrages du Service de l'Eau, nous demandons à l'entreprise de le signaler immédiatement, par téléphone, au 0969.394.050.

Un constat sera dressé contradictoirement entre le représentant de l'entreprise et notre agent. Toute contestation devra être soulevée et consignée sur ce constat, avant réparation et remblaiement.

La totalité des frais de réparation des dégâts sera à la charge exclusive de l'Entreprise qui les a commis.

SYMBLES EAU	
SYMBLES	DESIGNATION
	BOITE_LAVAGE, BORNE_MONETIQUE
	BORNE_BIHECTOMETRIQUE
	BOUCHE_INCENDIE
	BUTEE
	CAPTEUR_NIVEAU
	COMPTEUR, JAUGE, JMC, ROBINET_JAUGE_ASSAINISSEMENT
	CONE
	DETENDEUR
	DEVERSOIR
	FONTAINE
	FONTAINE_200
	VENTOUSE
	MONOVAR, HYDROSTAB
	PLAINTIE
	POTEAU_INCENDIE ou POTEAU_INCENDIE_PRIVIE
	FORAGE, PUIT, RESEAVOIR, RPC, SOURCE, DECANTEUR, BACHE
	SECTO_STATION_MESURE_DEBI
	STATION_CHLORATION
	STATION_MESURE_CHLORE
	STATION_POMPAGE, SURPRESSEUR
	USINE
	VANNE
	VANNE_ARROSAGE_CANAL
	VANNE_AUTRE
	VANNE_CANAL
	VANNE_CHAMBRE
	VANNE_FERMEE
	VIDANGE

SYMBLES ASSAINISSEMENT	
SYMBLES	DESIGNATION
	AVALOIR
	BACHE
	BASSIN_ORAGE
	CLAPET
	CLOCHE
	CONE
	DEGRILLEUR
	VIDANGE, DEVERSOIR
	FICTIF
	GRILLE
	INTRO_TORPILLE
	PLAQUE_PLEINE
	REGARD
	REGARD_GRILLE
	STATION_RELEVAGE
	TE_CURAGE
	USINE
	VANNE
	VENTOUSE
	SECTO_STATION_MESURE_DEBI